



www.rsf.org

8 avril 2004

Mesdames, Messieurs les membres du Congrès,

Nous, les familles des journalistes tués et disparus en Irak en 2003, soutenues par Reporters sans frontières, vous écrivons une lettre de Londres, de Bruxelles, d'Amman, de Ramallah, de la plaine de la Bekaa et de Varsovie pour vous exprimer notre désarroi et notre douleur face au silence, aux omissions et aux contrevérités de l'administration américaine concernant la disparition de nos proches.

Tarek, Mazen, Terry, Fred, Hussein et Taras étaient journalistes. Des Balkans à l'Afghanistan, en passant par la Tchétchénie ou le conflit israélo-palestinien, ils avaient acquis l'expérience et la prudence qu'exige le reportage de guerre. Il y a un an, ils sont partis couvrir la guerre en Irak - un conflit annoncé auquel ils se sont préparés des semaines à l'avance. Cette guerre a été pour eux la dernière.

Le 22 mars 2003, une équipe de la chaîne britannique ITN conduite par le grand reporter Terry Lloyd est prise sous des tirs américains et irakiens au sud de l'Irak, près de Bassorah. Le journaliste britannique succombe vraisemblablement aux tirs d'une unité de Marines américains. Le cameraman français Fred Nérac et l'interprète libanais Hussein Othman disparaissent mystérieusement. Dès le mois de juin, la police militaire britannique mène une enquête, mais à aucun moment elle n'est autorisée à interroger les Marines présents sur les lieux le jour du drame. Malgré les promesses de Colin Powell, l'armée américaine n'a pas suffisamment collaboré avec les enquêteurs britanniques, réduisant d'autant les chances de connaître la vérité et de retrouver les corps de Fred et Hussein.

Le 8 avril est une journée tragique pour la presse à Bagdad. Correspondant de la chaîne arabe Al-Jazira, Tarek Ayyoub est tué par l'aviation américaine qui bombarde ses bureaux. Pourtant, ceux-ci étaient signalés par d'immenses banderoles et leur localisation exacte avait été communiquée par la chaîne au Pentagone avant le début de la guerre. L'armée a déclaré avoir commis une «grave erreur, qu'elle regrettait» tandis que des témoins l'ont accusée d'avoir commis un acte «délibéré». De manière honteuse, la mort de Tarek n'a donné lieu à aucune enquête.

Quelques heures plus tard, Taras Protsyuk de l'agence Reuters et José Couso de la chaîne espagnole Telecinco trouvent la mort lorsqu'un char Abrams ouvre le feu sur l'hôtel Palestine, où résident plus de deux cents journalistes. Le Pentagone a tout d'abord menti, arguant que le char répondait à des «tirs directs» en provenance de l'hôtel. Puis, les autorités américaines ont modifié leur version, expliquant que leurs troupes cherchaient à neutraliser un observateur d'artillerie irakien. Mais cela n'explique pas la tragédie. Une enquête de Reporters sans frontières a montré que la présence de l'hôtel comme «non firing zone» ne figurait pas sur les cartes fournies aux soldats américains avant de pénétrer dans la capitale irakienne. Combien de temps faudra-t-il attendre avant que l'armée américaine reconnaisse que ces morts inutiles auraient pu être évitées ? Les responsables de ce drame seront-ils sanctionnés un jour ?

Le 17 août, dans la banlieue de Bagdad, Mazen Dana, cameraman de l'agence Reuters, demande l'autorisation aux soldats de filmer la prison d'Abou Ghraib dont ils assurent la garde. Au même moment, un convoi militaire passe par là ; des soldats confondent sa caméra avec un lance-roquettes. Il est tué par balles. Une enquête expédiée en moins de quinze jours a décrété qu'il n'y avait eu aucune infraction au règlement. Avant de rendre publiques ses conclusions, le Pentagone n'a pris la peine de contacter ni Reuters, ni les proches du cameraman.

Nous sortons aujourd'hui de notre anonymat pour dire que nous ne nous contentons pas des vagues excuses d'une armée en campagne, préoccupée par de plus grands travaux.

A nos yeux, les disparitions de Tarek, Mazen, Terry, Fred, Hussein et Taras sont plus que de «regrettables incidents». De prétendues enquêtes, concluant invariablement que l'armée américaine a agi «selon les règles» de la guerre et en situation de «légitime défense», ne sont pas satisfaisantes. Au contraire, elles nous remplissent d'amertume et rendent notre deuil plus pénible.

Est-il vain d'espérer qu'un grand pays démocratique, qui se veut le défenseur des libertés à travers le monde, puisse prendre ses responsabilités, reconnaître ses torts et les assumer pleinement ?

Sachez que pour nous le temps s'est arrêté et que malgré votre silence, nous ne laisserons pas la mort ou la disparition de nos proches tomber dans l'oubli. Nous vous demandons solennellement de nous communiquer des informations supplémentaires, de rouvrir les enquêtes fermées trop tôt et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que de telles tragédies ne se reproduisent pas à l'avenir.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Sénateurs, l'expression de notre très haute considération.

Les familles des journalistes tués et disparus en Irak en 2003

Lidya Litvinchuk - Pologne

Dima Tahboub-Ayyoub - Jordanie

Samira Kaderi-Othman - Liban

Chelsey Lloyd - Royaume-Uni

Fabienne Nérac - France

Suzan Dana - Cisjordanie

Conseil International
International Council
Président

Fernando Castelló
Reporteros sin fronteras
España

Vice-présidents
Olivier Basille
Reporters sans frontières
Belgique

Pierre Veilletet
Reporters sans frontières
France

Gérald Sapey
Reporters sans frontières
Suisse

Rubina Möhring
Reporter Ohne Grenzen
Österreich

Alessandro Oppes
Reporter Senza Frontiere
Italia

Alice Petren
Reportrar utan Gränser
Sverige

Michael Rediske
Reporter Ohne Grenzen
Deutschland

Trésorier
Michel Schwenk
Reporters sans frontières
Suisse

Secrétaire général
Robert Ménard

Bureaux permanents
Permanent Offices

Abidjan
Bangkok
Istanbul
Montréal
Moscou
New York
Tokyo

Secrétariat International
International Secretariat
5, rue Geoffroy-Marie
75009 Paris
Tél. (33) 1 44 83 84 84
Fax. (33) 1 44 23 11 51
E-mail : rsf@rsf.org
www.rsf.org